



Le programme de prêts pour
les études à temps partiel

Avis de la FAEUQEP au Comité consultatif
sur l'aide financière aux études

Décembre 2001

Introduction

Une revendication vieille de plus de dix ans

À notre connaissance, c'est en 1989 qu'on a évoqué pour la première fois la possibilité d'accorder de l'aide financière aux étudiants à temps partiel. Cette année-là, lors du dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi ayant pour objet de définir le cadre juridique de la réforme du Régime des prêts et bourses, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Claude Ryan, avait en effet mis de l'avant «le principe d'une aide financière éventuelle pour les étudiants à temps partiel afin de les aider à financer les coûts directement liés à la poursuite de leurs études».

En 1990, l'Assemblée nationale a effectivement adopté la *Loi sur l'aide financière aux étudiants*. Toutefois, la Section II du Chapitre III du programme se référant aux études postsecondaires à temps partiel n'a jamais été activée.

C'est à cette même époque qu'est née la FAEUQEP et la question de l'aide financière a été inscrite dans son premier programme politique. La Fédération considérait et considère toujours qu'il s'agit là d'une question d'équité : les étudiants à temps partiel, à raison de 25 \$ par cours de trois crédits, contribuent environ six millions \$ par année à l'aide financière tout en étant exclus du régime.

À l'origine, la FAEUQEP revendiquait des prêts pour acquitter les droits de scolarité, les livres, le matériel et les frais afférents ainsi que des bourses couvrant les frais de garde des enfants.

En 1995, le Rapport de la Commission MacDonald, intitulé *L'aide financière aux étudiants : un équilibre à maintenir*, estimait que 38 000 étudiants à temps partiel du secondaire, du collégial et de l'université pourraient théoriquement bénéficier d'une aide financière s'ils étaient admissibles au programme. La Commission évaluait à 14 millions \$ par année le coût de la demande de la Fédération, une somme qu'elle considérait trop élevée. C'est pourquoi elle recommandait plutôt que l'aide soit accordée uniquement sous forme de prêts, ce qui ramènerait la coût à quatre millions \$ par année. Par réalisme politique, la Fédération a dès lors fait sienne la recommandation de la Commission.

On connaît la suite. Le Rapport final de la Commission des États généraux sur l'éducation a repris à son compte la recommandation du Rapport MacDonald. Le premier ministre Bouchard en a fait la promesse dans un discours qu'il a prononcé à l'Université de Montréal au cours de la dernière campagne électorale et le gouvernement a réitéré cet engagement lors du discours du budget 2001-2002.

L'échéancier est très serré, mais les chances semblent aujourd'hui excellentes que les étudiants à temps partiel puissent bénéficier d'une aide financière à compter de l'année scolaire 2002-2003. On devine que la Fédération s'en réjouit.

Les six questions

Le Programme de prêts pour les études à temps partiel qui est soumis à la consultation est destiné aux étudiants inscrits à un minimum de six crédits dans un programme d'études menant à un diplôme. Les étudiants libres en sont donc exclus. Il prévoit que l'aide financière consistera en un prêt couvrant les frais scolaires, ce qui inclut les droits de scolarité et les frais de matériel scolaire, ainsi que les frais de garde des enfants. De plus, pour le temps des études, les intérêts sur ces prêts sont à la charge du gouvernement.

Nouveau programme ou harmonisation

Entre les deux scénarios, proposés, le choix n'est guère difficile : la FAEUQEP préconise l'harmonisation du Programme de prêts pour les études à temps partiel au Programme de prêts et bourses.

Deux raisons justifient cette préférence. En premier lieu, un certain nombre de bénéficiaires du régime sont appelés à passer du statut d'étudiant à plein temps à celui d'étudiant à temps partiel ou l'inverse. L'existence de deux régimes séparés ne pourrait que créer de la confusion administrative et compliquer la tâche tant des étudiants que des gestionnaires du système.

De plus, la création d'un programme distinct entraînerait forcément des dépenses importantes puisqu'il faudrait constituer de toutes pièces une nouvelle unité administrative pour le gérer.

Tant des raisons de coût que d'efficacité militent donc en faveur d'un seul régime d'aide financière.

Les revenus des parents et des conjoints

Si le nouveau programme comportait des bourses, la Fédération comprendrait la nécessité pour le gouvernement de tenir compte des revenus des parents et des conjoints. Puisque ce n'est pas le cas, nous ne voyons pas quelle serait la pertinence d'une telle mesure.

Le sens commun nous dit en effet qu'un étudiant à temps partiel, tout comme un étudiant à plein temps d'ailleurs, préférera toujours effectuer ses études sans s'endetter. S'il se résout à emprunter, c'est tout simplement parce qu'il s'agit de la seule façon de réaliser son projet d'études.

En ce qui concerne plus particulièrement l'éducation des adultes, il faut rappeler que plus de 65 % de la clientèle des universités est constituée de femmes. Malheureusement, il arrive encore que leur projet d'étude soit accueilli avec tiédeur dans la famille, notamment en raison du coût des études et du problème de la garde des enfants. Il importe donc que la question financière ne constitue pas un frein aux études, ce qui serait le cas d'un certain nombre de personnes si l'on considérait, dans le calcul de l'aide, les revenus des parents et des conjoints.

Consolidation et prise en charge de la dette

Pour peu qu'il n'y ait pas d'interruption des études entre le passage du statut d'étudiant à plein temps à celui d'étudiant à temps partiel, la Fédération ne croit pas qu'il serait bien avisé que l'étudiant à temps partiel doive commencer à rembourser la dette qu'il a contractée pendant ses études à plein temps. En effet, si l'étudiant continue à emprunter une fois qu'il est à temps partiel, c'est forcément parce que ses moyens financiers sont limités. Dès lors, on ne voit pas selon quelle logique il devrait commencer à rembourser sa dette.

Il va de soi que l'étudiant qui ne suit pas de cours à un trimestre donné pour cause de maladie, de grossesse, de déménagement dans une autre ville, etc. constituerait une exception à la règle de l'ininteruption des études.

Si l'on souhaitait par ailleurs que le Programme comporte un élément de souplesse supplémentaire, la Fédération serait certainement favorable à ce qu'on accorde de toute façon un «trimestre de grâce» à un étudiant qui ne prendrait aucun cours dans un trimestre donné sans que cela affecte de quelle façon que ce soit son dossier d'aide financière. Une telle disposition serait particulièrement pertinente pour les étudiants adultes qui assument de lourdes responsabilités professionnelles et familiales. Une vie d'adulte comporte bien des aléas qui l'obligent à interrompre ses études. Interrompre n'est pas synonyme d'abandonner.

Enfin, tous les prêts, qu'ils aient été contractés lors d'études à plein temps ou à temps partiel, devraient être consolidés en une seule dette.

L'accessibilité

Les questions 4, 5 et 6 ayant en commun de porter sur les clientèles visées par le Programme, nous avons choisi de les traiter dans un seul bloc.

Comme le note le document de consultation, la très grande majorité des étudiants à temps partiel sont issus du marché du travail et ils suivent des cours pour des motifs de perfectionnement professionnel, de recyclage ou de réorientation de carrière. C'est d'abord au nom de cette clientèle que la FAEUQEP revendique depuis dix ans l'admissibilité des étudiants à temps partiel à l'aide financière.

Toutefois, la Fédération plaide d'emblée pour le caractère universel du programme, étant entendu que le principe même de l'aide financière est de favoriser l'accès aux études pour tous ceux qui en ont le goût et la capacité. C'est donc dire que tous les étudiants à temps partiel, qu'ils aient ou non une expérience du marché du travail, devraient être admissibles au programme.

L'adoption de ce dernier devrait aussi être l'occasion d'une réflexion sur une clientèle que nous connaissons beaucoup moins, celle des prestataires de l'assurance emploi et de l'aide sociale, qui ne peuvent s'inscrire à plus d'un cours sans perdre leur admissibilité aux prestations.

Cette disposition nous semble contestable dans son fondement même. Au lieu de limiter singulièrement les possibilités de formation dans les établissements publics d'enseignement, ces deux régimes ne feraient-ils pas œuvre plus utile en incitant au contraire les prestataires à profiter de leur période d'inactivité dans le marché du travail pour acquérir une formation sanctionnée, qualifiante et transférable?

Aurait-on levé cet obstacle qu'il en resterait cependant un autre et de taille : les moyens financiers. Point n'est besoin de longs discours pour se convaincre que l'allocation de subsistance de l'aide sociale n'autorise aucun écart budgétaire. Quant aux prestataires de l'assurance emploi, ce ne sont pas non plus des richards puisqu'ils doivent vivre avec un peu plus de la moitié des revenus dont ils disposaient quand ils travaillaient. Sans aide financière, autant dire que la plupart de ces personnes n'auraient tout simplement pas les moyens de suivre des cours.

En ce qui regarde plus particulièrement l'assurance emploi, c'est au nom du principe de la disponibilité pour le travail qu'on limite les prestataires à un seul cours. Ce motif ne tient guère la route. On dénombre en effet des milliers d'adultes qui suivent deux ou trois cours tout en occupant un emploi à plein temps et en assumant des obligations familiales. La réalité du monde de l'éducation des adultes à l'université démontre donc qu'il est tout à fait possible d'occuper un emploi à plein temps tout en menant des études à temps partiel. Cela est d'autant plus vrai que, dans le cas des personnes qui ont moins de possibilités de se déplacer — on pense plus particulièrement ici aux chefs de familles monoparentales —, il y a toujours la possibilité de recourir à l'enseignement à distance.

Ce qui vaut pour les prestataires de l'assurance emploi est également vrai pour ceux de l'aide sociale. Dans un mémoire présenté en 1990 à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale, le Bureau du Protecteur du citoyen rappelait d'ailleurs qu'un amendement à l'article 5 du règlement de la Loi sur la sécurité du revenu adopté le 1^{er} août précédent rendait «inadmissible à l'aide sociale l'étudiant qui suit des cours donnant droit à six crédits par session».

Le Protecteur du citoyen disait à ce propos que les étudiants monoparentaux qui tentent de poursuivre des études à temps partiel «n'ont d'autre choix que d'abandonner les études ou, à tout le moins, de réduire le nombre de cours suivis afin de se rendre admissibles au régime d'aide sociale». Il ajoutait plus loin que «placer des personnes devant un tel dilemme apparaît en nette contradiction avec les objectifs du document d'orientations gouvernementales proposé en avril 1989 et qui sont de favoriser le plus possible le retour aux études».

La Fédération n'a pas une connaissance détaillée du régime d'aide sociale et l'intervention du Protecteur du citoyen est vieille de 12 ans. N'empêche que le principe qu'il invoquait nous semble toujours valable à moins qu'on nous produise une démonstration qui l'invaliderait.

De façon générale et même en sachant que les régimes d'assurance emploi et d'aide sociale ne relèvent pas du ministère de l'Éducation, la FAEUQEP considère que les restrictions qui pèsent sur les prestataires en quête de formation devraient être levées. Les obstacles sont nombreux, mais l'harmonisation des trois régimes — aide sociale,

assurance emploi et programme de prêts pour les étudiants à temps partiel — nous semble une voie prometteuse.

La période d'admissibilité

Quoique ce sujet soit inscrit en annexe et ne fasse pas partie des six questions qui nous sont posées, la Fédération tient enfin à dire quelques mots à propos de la période d'admissibilité à l'aide financière pour les étudiants à temps partiel.

Dans le document de consultation, la période indiquée est de 10 trimestres. Cela signifie donc qu'un étudiant à temps partiel qui souhaite obtenir un baccalauréat devrait s'inscrire à trois cours par trimestre pendant 10 trimestres consécutifs. Les balises sont donc très serrées. Toujours pour une question de souplesse et compte tenu que le programme s'adresse aussi aux personnes inscrites à six crédits, la Fédération estime qu'il serait plus avisé de leur accorder une aide financière pendant toute la durée des études menant à un baccalauréat. Cela supposerait d'étendre à 15 trimestres la période d'admissibilité, une disposition qui ne modifierait cependant pas le plafond d'endettement autorisé.

Conclusion

Comme nous l'avons noté en introduction, c'est avec beaucoup de satisfaction que la FAEUQEP constate la volonté des autorités gouvernementales d'instaurer dans un avenir rapproché le Programme de prêts pour les études à temps partiel.

Cette satisfaction est d'autant plus grande que la réflexion en cours au Comité consultatif sur l'aide financière aux étudiants (CCAFE) déborde largement le cadre de la revendication historique de la Fédération, qui portait sur la clientèle traditionnelle des étudiants adultes, c'est-à-dire les gens issus du marché du travail qui poursuivent des études à temps partiel à des fins de perfectionnement professionnel, de recyclage et de réorientation de carrière.

En mettant aussi sur la table la problématique de l'admissibilité éventuelle au nouveau programme des prestataires de l'assurance emploi et de l'aide sociale, le CCAFE introduit une perspective novatrice de nature à élargir l'application du principe de l'accessibilité aux études qui est à la base même du régime d'aide financière.

Sur cette question, fort complexe car elle suppose entre autres de délicates négociations avec le gouvernement fédéral, la Fédération aurait aimé contribuer de façon plus substantielle. Faute d'une connaissance plus approfondie des régimes de l'assurance emploi et de l'aide sociale, nous avons dû nous limiter à un énoncé de principes que nous estimons par ailleurs fondamentaux.

Enfin, nous tenons à rappeler le lien direct entre les travaux du CCAFE et la Politique d'éducation des adultes dans une perspective de formation continue qui devrait être adoptée d'ici quelques mois. Si cette politique devait s'inspirer des notions d'harmonisation, de souplesse et d'ouverture qui ont caractérisé jusqu'à maintenant la réflexion du CCAFE, le système québécois d'éducation des adultes franchirait un grand pas.